



## Analyse du climat des affaires dans les PMA

# Lesotho

Mars 2023



A powerful  
and balanced  
voice for business



sauvages font du Lesotho une destination idéale pour les sports tout-terrain. Parmi les autres sports d'extérieur praticables, on peut citer le canoë, le ski sur piste, la randonnée équestre, les excursions à dos de poney, l'escalade, la randonnée pédestre, la pêche et le camping.

Selon le Registre des entreprises du Bureau de la statistique du Lesotho, les **MPME représentent 76 % des activités économiques du secteur privé, exercées très largement dans le secteur informel**. Le statut d'indépendant constitue une forme prédominante de l'emploi dans les MPME et l'économie informelle. Les MPME fournissent du travail à 118 130 Basotho, dont 59 % sont des femmes et 83 % sont des propriétaires indépendants.

## Défis à relever par le secteur privé

- **Manque de bâtiments industriels :** Le manque de disponibilité de coques industrielles constitue un obstacle important à la croissance des entreprises industrielles, les temps d'attente allant de plusieurs mois à plus d'un an. Le manque de zones industrielles prêtes à l'occupation est un autre facteur limitant l'établissement de nouvelles entreprises industrielles nationales.
- **Réglementation foncière restrictive :** L'investissement privé en infrastructures industrielles est limité par la complexité du cadre légal (Loi foncière de 2010) et le manque d'efforts de promotion de la part du gouvernement pour attirer l'investissement dans le développement immobilier. Le manque d'un marché foncier efficace et la pénurie de terres irrigables ont un impact particulièrement négatif sur la modernisation et la commercialisation des activités agricoles.
- **Le manque de qualifications de la main-d'œuvre locale constitue un frein important à la compétitivité.** Cette situation accroît les coûts de production et contribue à une faible productivité. Les niveaux de qualification des travailleurs sont un obstacle majeur : environ 80 % des salariés à plein temps sont formés sur leur lieu de travail. Un taux élevé de rotation du personnel, la migration de main-d'œuvre qualifiée vers l'Afrique du Sud et la nécessité de

contenir les coûts comptent parmi les raisons expliquant le niveau relativement faible de l'investissement en formation des personnels. Les travailleurs nouvellement embauchés dans l'industrie manufacturière ont souvent un faible niveau initial de qualification (études secondaires non achevées, pas de formation professionnelle formalisée et spécifique, faible maîtrise de l'anglais).

- **Absence de programmes en soutien aux connexions locales :** Bien qu'il existe des programmes de support à l'entrepreneuriat, ceux-ci ne répondent généralement pas aux besoins des entreprises désireuses de croître. C'est ainsi que les programmes d'entrepreneuriat de la *Basotho Enterprise Development Corporation* s'adressent principalement aux chômeurs et aux microentreprises, plutôt qu'aux entrepreneurs déjà établis qui pourraient bénéficier d'un mentorat, d'échanges avec des entreprises plus grandes et d'un accès à des financements afin d'étendre leurs activités.
- **Les pénuries d'eau dans les régions industrielles de Maputsoe et de Ha Nyenye constituent un frein important à la durabilité et à la croissance de l'industrie du vêtement.** Dans tout le pays, les entreprises sont confrontées à un manque d'eau pour leurs activités de production. Les pénuries touchent surtout la région de Maputsoe, où les zones industrielles se sont multipliées et la population s'est accrue au cours des dix dernières années. Cette évolution n'a pas été accompagnée par une extension de l'infrastructure hydrique. L'approvisionnement en eau assuré par le système de distribution de la *Lesotho Water and Sewerage Company* (WASCO) ne couvre qu'environ la moitié de la demande de la région. Les industriels tout comme la population doivent s'en remettre à des systèmes de distribution informels, sans contrôle de qualité adéquat ni garantie d'approvisionnement.
- **L'accès au financement constitue un obstacle majeur au développement,** en particulier pour les entreprises nationales qui n'ont pas accès aux institutions financières multinationales. Les entreprises se plaignent du fait que les banques ne comprennent guère

leur activité et la perçoivent comme trop risquée. Elles font état de taux d'intérêt annuel de 20 %.

- **Système fiscal obsolète, inefficace et non favorable aux entreprises :** Le système fiscal est basé sur une loi de 1993 dont les dispositions ne sont pas favorables à la croissance des entreprises. Parmi ces dispositions défavorables, on peut citer celles portant sur les acomptes d'impôt, les avantages en nature, le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée sur la base de la comptabilité d'exercice et à verser aux autorités fiscales avant que les montants correspondants ne soient perçus, ou encore le fait que les ministères agissent en tant qu'agents percepteurs et effectuent des retenues d'impôt sur les paiements. La législation fiscale ne prévoit pas assez de possibilités de reports fiscaux adéquats pendant les premières années d'activité correspondant à la période de lancement d'une entreprise<sup>1</sup>.

- **Électricité :** Le manque de fiabilité du réseau électrique et de la distribution d'électricité affecte les activités des entreprises de manière négative. En dépit de l'existence de rivières disponibles au Lesotho, le pays ne produit que 72 mégawatts (MW) d'hydroélectricité et importe plus de 75 MW d'électricité d'Afrique du Sud et du Mozambique, alors que moins de 10 % de la population rurale est connectée au réseau national. L'hydroélectricité produite sur le territoire national permet au Lesotho de satisfaire environ 50 % de ses besoins maximaux en énergie. Le gouvernement projette d'étendre la capacité de production hydroélectrique dans le cadre du Lesotho Highlands Water Project (LHWP) Phase II et de créer des parcs éoliens, dans l'objectif de disposer d'une économie énergétique totalement verte en l'espace de dix ans.

- **Manque d'infrastructures physiques adéquates, y compris les connexions avec les zones rurales :** L'absence de solutions de transport efficaces, comprenant notamment le réseau ferroviaire et routier, constitue un frein

majeur à la croissance du secteur privé. Les entreprises doivent faire face au défi posé par le manque d'accessibilité des zones rurales et le manque d'entretien des routes, dont les effets négatifs se font sentir en termes de productivité, de coûts, de temps et d'accès aux marchés pour les entreprises.

- Le code du travail contient des dispositions qui rendent difficile le licenciement de personnel non productif. Cette surprotection des salariés va au détriment des petites entreprises.
- Le manque d'instituts de formation spécialisés, proposant des diplômes en gestion dans des domaines intéressant l'industrie, constitue un autre obstacle à la mobilité ascendante des salariés basotho. **Il existe un écart manifeste entre les compétences enseignées et celles dont l'industrie a besoin.**

## Recommandations du secteur privé

- **Réformer l'offre de coques industrielles.** Parmi les actions prioritaires afin d'attirer de nouveaux investissements et améliorer l'offre et la qualité des zones industrielles, il convient de ramener le prix des loyers au niveau de recouvrement des coûts, d'améliorer la perception des loyers, et d'impliquer le secteur privé dans la gestion et le développement de coques industrielles. Ces mesures réduiront la charge financière des pouvoirs publics et sont susceptibles d'encourager le développement de sociétés immobilières locales, facilitant au total une meilleure qualité des infrastructures.
- Pour l'implication du secteur privé dans le développement d'infrastructures industrielles, plusieurs options peuvent être envisagées. Les pouvoirs publics peuvent par ailleurs engager une telle opération sur des sites bien établis, à proximité de Maseru ou de Maputsoe par exemple, où les investisseurs pourraient se montrer plus intéressés. Les projets de développement pourraient comporter :

<sup>1</sup> Robert Likhang "Facing Challenges" <https://sundayexpress.co.ls/facing-challenges/>

- La construction de zones industrielles par des acteurs privés sur des terrains appartenant au gouvernement ou à la *Lesotho National Development Corporation* (par exemple par le biais d'une concession ou d'une co-entreprise), et
  - Le développement, la propriété et l'exploitation de coques industrielles par des acteurs privés. La construction de la zone industrielle de Ha Belo dans le district de Botha Bothe fournit une occasion d'expérimenter la fourniture d'infrastructures par le secteur privé.
- Les pouvoirs publics devraient envisager l'introduction d'un programme d'aide aux entreprises fournisseurs (SDP - *Supplier Development Programme*) pour faciliter l'implantation d'industries. Le programme viserait à donner aux petites et moyennes entreprises (PME) locales une meilleure capacité à devenir sous-traitants ou fournisseurs d'entreprises étrangères. Un grand nombre de pays ont recouru avec succès à des programmes SDP pour mettre en relation des entreprises étrangères et locales, promouvoir des transferts de connaissances et améliorer la compétitivité des PME nationales.
  - Le gouvernement devrait s'approcher du secteur privé pour le développement d'initiatives en vue d'améliorer l'offre de qualifications sur le marché du travail. **Les programmes des universités et des écoles professionnels doivent être actualisés en concertation avec le secteur privé afin de les rendre mieux ajustés aux besoins.** Ils pourraient ainsi inclure des formations en compétences entrepreneuriales et de gestion afin de créer un noyau de personnes qualifiées capables de remplacer le personnel expatrié à des postes d'encadrement et de direction.
  - Mise en place d'une politique axée sur les PME et prévoyant pour les PME détenues par des citoyens basotho un traitement préférentiel dans les marchés publics, comme par exemple le choix d'entreprises basotho pour des marchés de sous-traitance de travaux d'infrastructure et des missions de conseil, ou un statut protégé de certains marchés pour travaux, services et achats de bien.
- Une révision du système fiscal s'impose afin d'assurer la promotion des domaines prioritaires du Plan national de développement stratégique, en prévoyant par exemple des déductions pour amortissement plus importantes dans des domaines prioritaires tels que le tourisme, en alignant les règles pour l'agriculture avec celles du secteur manufacturier, et en échelonnant les déductions pour amortissement de façon à ce qu'elles soient plus favorables pendant les premières années d'activité correspondant à la période de lancement d'une entreprise.
  - La législation sur le travail devrait être rendue plus équilibrée ; il convient d'y supprimer les dispositions dont le respect demande des efforts excessifs en termes de temps et de coût, ainsi que le maintien industrie de personnel improductif.
  - Le Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, via son administration de la production agricole et des ressources humaines, devrait élargir son programme de formation des exploitants aux méthodes de production mécanisée et aux variétés culturales résistantes au stress. Les pouvoirs publics devraient également introduire une réglementation stricte en matière de conservation des sols afin d'assurer la durabilité de la production agricole. Il est également nécessaire de créer un centre d'échange par lequel les exploitants peuvent vendre sans difficulté leurs produits.
  - En vue de tirer parti des opportunités dans le domaine de l'agro-transformation, les pouvoirs publics devraient s'associer au secteur privé et l'encourager par des subventions et des soutiens financiers. Il existe des opportunités d'établissement de nouvelles exploitations agricoles près du barrage de Mohale et du barrage de Polihali en projet.
  - Le gouvernement devrait adopter une politique nationale à long terme pour le secteur des technologies de l'information et des communications (TIC), en priorisant les compétences en TIC et en informatique dans l'ensemble primaire, secondaire et professionnel.

- Les pouvoirs publics devraient inviter d'urgence le secteur privé à s'associer au développement de politiques et d'initiatives centrées sur une extension de l'infrastructure numérique, l'accès à Internet et les technologies numériques, par la mise en place de stratégies de développement appropriées et une politique et des réglementations fondées sur des données probantes susceptibles d'encourager l'investissement privé dans ce secteur<sup>2</sup>.
- Les pouvoirs publics devraient également engager, et soutenir par des financements, le secteur privé à développer la production

électrique par des mini-installations et des installations hors réseau, en particulier dans les zones rurales.

- Le Lesotho devrait élaborer des politiques visant une intégration économique plus étroite au niveau régional via la SACU et la Communauté de développement d'Afrique australe (CDAA).
- Les pouvoirs publics devraient également s'engager dans le développement et l'amélioration des infrastructures de transport, électriques et de sécurité.

*Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de l'Organisation Internationale des Employeurs (OIE) et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne.*



**Cofinancé par  
l'Union européenne**



A powerful  
and balanced  
voice for business

Avenue Louis-Casaï 71 – CH-1216 Genève  
T +41 22 929 00 00 F +41 22 929 00 01  
[ioe@ioe-emp.com](mailto:ioe@ioe-emp.com) • [ioe-emp.org](http://ioe-emp.org)

© IOE 2023